

LA GUERRE DU FAIBLE

ASYMÉTRIE

Cette notion s'emploie en biologie, en logique, voire en économie (l'asymétrie d'information entre vendeur et acheteur). Elle nous intéresse ici au sens stratégique acquis dans la décennie 1990. L'asymétrie ne doit pas se confondre avec la dissymétrie, simple disproportion des forces ou des qualités entre deux acteurs.

Dans le conflit asymétrique, les adversaires n'ont ni le même statut, ni les mêmes critères de victoire ou de défaite, ni les mêmes règles et méthodes, ni n'emploient les mêmes moyens, en particulier technologiques, bref n'ont rien de comparable. Le nouveau concept s'oppose surtout à la notion de guerre « conventionnelle ». Terrorismes, guérillas, désordres mafieux (susitant par exemple une « guerre à la drogue » jamais gagnée), conflits dans les zones de non-droit..., sont des conflits asymétriques. Ils opposent un « fort », généralement les États-Unis ou des États incarnant la mondialisation et la modernité, à des faibles qui n'ont aucune chance de l'emporter de façon classique. Dans une confrontation forces contre forces, armées contre armées, économie contre économie, ils auraient vite perdu. En revanche, le faible est capable d'infliger au fort un dommage en atteinte à son image ou à son moral, d'humiliation symbolique ou de désordre contagieux. Il ne « gagne » pas quelque chose (comme un territoire ou un marché) mais inflige une perte insupportable sur un autre terrain.

Une stratégie asymétrique peut être violente et ostensible : c'est le cas du 11 Septembre ou des

décapitations d'otages filmées. Mais elle peut tout aussi bien consister dans l'exhibition de sa faiblesse (une victime, un enfant face à un tank), voire en recours à la non-violence. L'asymétrie est autant de l'ordre de l'information que de celui des forces. Ainsi, le terrorisme est par définition le fait d'organisations secrètes (si elles sont visibles en permanence, cela devient une révolution ou une guérilla) qui combattent des adversaires visibles voire surexposés, tel l'État ou encore des symboles de puissance du type *Twin Towers*.

Le principe de stratégie asymétrique tend plus à devenir la règle que l'exception ; il révèle un double paradoxe. Sur le plan militaire, il fait de la supériorité matérielle un handicap politique et psychologique : à quoi sert d'avoir des missiles intelligents ou des satellites pour traquer un kamikaze dans un autobus ? Dans le domaine des conflits idéologiques ou politiques ce sont les symboles mêmes que célébraient les partisans de la mondialisation heureuse qui deviennent des armes asymétriques au service de ses adversaires : les nouvelles technologies, les réseaux, les images sans frontières... La notion de conflit asymétrique change les règles de l'affrontement et interdit de le limiter à un seul domaine.

La citation de B. Courmont : « *L'asymétrie consiste à refuser les règles du combat imposées par l'adversaire, rendant ainsi toutes les opérations totalement imprévisibles.* »

Le livre : B. Courmont et D. Ribnikar, *Les guerres asymétriques*, PUF, 2002.

CATASTROPHE

Le mot évoque un malheur, une destruction due à des causes naturelles ou accidentelles. De tels événements ont toujours scandé l'histoire ; dès le XVIII^e siècle, avec le désastre de Lisbonne de 1755 qui fait vingt mille victimes ou l'explosion de la poudrerie de Paris qui en tue mille en 1794, on réfléchit sur le sujet. Pourtant aucune époque autant que la nôtre n'a mis la catastrophe au centre de ses préoccupations. Ainsi le tsunami asiatique de la fin 2004 est apparu à beaucoup, après le 11 Septembre, comme l'échec de la modernité : pas plus que le fanatisme ne disparaissait, notre immense pouvoir technique ne nous permettrait ni de maîtriser le péril, ni de le prévoir. Par ailleurs, nombre de catastrophes qui ont marqué les esprits (Amoco Cadiz, Bhopal, Tchernobyl) ont nourri l'idée qui débouchera sur celle du développement durable : nous devons avant tout minimiser les dommages et les dangers que nous laisserons en héritage aux générations suivantes. Surtout ceux qui résultent du développement économique. On passe ainsi insensiblement de la notion d'un progrès continu à l'idéal de faire, d'encourir ou de faire encourir le moins de mal possible. Pour ne pas dire de ne rien faire d'irréversible. Éviter le pire, plutôt que chercher à créer le meilleur des mondes.

Si on les examine en détail, les catastrophes qui nous préoccupent sont hétérogènes :

- *naturelles* (de type inondation, tremblement de terre ou canicule ou autres phénomènes qui ont toujours existé mais qu'aggrave parfois la concentration de l'habit humain).
- *écologiques* résultant de l'épuisement d'une ressource ou d'une pollution, les plus célèbres n'étant pas nécessairement les plus mortelles. Ainsi deux des catastrophes qui ont provoqué les plus grandes paniques, Seveso et celle de la

centrale nucléaire de *Three Miles Islands* n'ont fait aucun mort.

- *grands accidents* miniers, explosions, déraillements et autres rappelant les accidents liés au machinisme du XIX^e siècle.
- *catastrophes de type inédit* que personne n'avait anticipées faute de saisir à temps le rapport entre cause et effet : maladie de la vache folle ou propagation du virus HIV.
- *hypothétiques* comme celles qui résulteraient du développement des OGM.
- *catastrophes dites « en miettes »*, comme les accidents individuels, de la route, du travail qui tuent beaucoup au coup par coup et régulièrement, sans former une grande catastrophe/événement.

Si la perception de ces catastrophes est subjective dans toutes ses composantes – probabilité, responsabilité de ceux dont on pense qu'ils auraient dû les prévoir, urgence et importance des contre-mesures – en revanche, il n'y a guère de catastrophe que l'homme ne puisse aggraver par sa fermeture d'esprit (imprévoyance, orgueil, déni de la réalité, carence d'imagination), par sa mauvaise organisation (censure de ce qui dérange, dispersion des responsabilités, absence de communication), ou par sa mauvaise gestion (impréparation, manque de coordination ou de proportionnalité dans la réaction, non-communication)...

La citation de H. Jonas : « *Mais aujourd'hui l'extension de la puissance est également l'extension de ses effets dans le futur. Il en découle ce qui suit : nous ne pouvons exercer la responsabilité accrue que nous avons dans chaque cas, bon gré, mal gré, qu'à condition d'accroître aussi en proportion notre prévision des conséquences. Idéalement, la longueur de la prévision devrait équivaloir à la longueur de la chaîne des conséquences...* » *Pour une éthique du futur*, 1997.

Le livre : J.-P. Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé Quand l'impossible est certain*, Seuil, 2002.

CHAOS

La physique confère un sens précis à ce terme et parle de lois du chaos. La Bible et Hésiode font du chaos l'état originel de l'univers non différencié. Mais, dans le langage courant, chaos est synonyme d'imprédictibilité, désordre, absence de contrôle ou de lois. Il s'applique à une situation dont nul ne voit l'issue et qui résulte souvent de l'effondrement d'une structure de régulation. Tel est le cas dans les *zones grises* de la planète où prédominent groupes criminels et paramilitaires et où ne s'exerce aucune autorité légitime. Certes, on peut discuter de la subjectivité qui imprègne toute perception du chaos, ou spéculer sur sa capacité à créer un nouvel ordre... Reste que la plupart de nos contemporains qualifient, par exemple, la situation qui a suivi l'effondrement de l'URSS de chaotique. Toute comparaison avec le désordre qui régnait au V^e ou au XIII^e siècle ne console guère. Le chaos aussi se mondialise, notamment en accroissant la perception que nous avons de nos fragilités et de nos interdépendances. Beaucoup découvrent un paradoxe : la prédominance d'une seule puissance se réclamant des valeurs de démocratie et de progrès est moins efficace pour imposer un semblant d'ordre que des systèmes délirants et immoraux comme la dissuasion par la terreur. La disparition de l'ennemi principal (dont le « terrorisme », indûment substantifié n'est qu'un pauvre avatar) aurait donc eu un effet de désordre inversement proportionnel à l'effet régulateur qu'exerçait un conflit à la fois principal et limité USA/URSS. Le système basé sur les souverainetés, les territoires et l'équilibre des puissances, si injuste qu'il ait été, assurait un ordre perdu que ne connaît plus un monde interdépendant et incontrôlable.

Le 11 Septembre et ses suites, « guerre au terrorisme » en Afghanistan et en Irak, ont accrédité l'idée que nous vivons dans un monde « hobbesien », c'est-à-dire où les nations sont livrées à l'état de nature et de férocité. La constitution d'une République a tiré les individus dans la théorie de l'auteur du *Léviathan*. D'où la tentation pour les uns de réclamer plus du même : plus de globalisation, plus de concurrence, plus d'hyperpuissance... D'où la tentation chez les autres d'incriminer les stratégies qui seraient responsables de ce chaos. Ce sont notamment celles du désespoir et du terrorisme qui opposent leur volonté de vengeance et de destruction à ce qu'ils perçoivent comme l'ordre global. Mais ce sont aussi les stratégies contre-productives de l'hyperpuissance, visant à assimiler (démocratiser, moderniser...) le reste du monde perçu comme danger jusqu'à le rendre finalement semblable à soi. Sous sa forme douce (*enlargement*, extension d'un modèle pacifique et prospère à la planète) ou sous sa forme dure (« guerre perpétuelle pour la paix perpétuelle », suppression de toutes les possibilités de désordre), la stratégie de reconquête face au chaos aboutit objectivement à son contraire. Ne serait-ce qu'en nourrissant le ressentiment et en multipliant les « petites guerres » qui n'aboutissent ni sur une paix ni sur une victoire.

La citation de F. Nietzsche : « *Le caractère de l'ensemble du monde est de toute éternité celui du chaos, en raison non pas de l'absence de nécessité, mais de l'absence d'ordre.* » *Le gai savoir*, 1882.

Le livre : A. Joxe, *L'empire du chaos*, La découverte, 2002.

CYBERTERRORISME

Les juristes traitent de *cybercrimes* via Internet. Les techniciens cataloguent les méthodes délicieuses pour prélever, falsifier, contrôler ou détruire données ou systèmes informatiques. Elles vont du virus, au déni d'accès qui rend un site inutilisable par saturation.

Le *hacktivisme*, sorte de *cybercontestation*, est aussi un phénomène avéré. Ses motivations idéologiques, dénonciation de *Big Brother* et de la mondialisation, ses formes sont bien connues. Les *hacktivistes* recourent au réseau, soit pour mobiliser l'opinion par des actions spectaculaires, soit pour « punir » institutions ou entreprises. Cela va depuis le fait de modifier un site par un slogan rageur jusqu'à provoquer une faillite.

Par ailleurs, il est indéniable que des groupes terroristes communiquent ou font de la propagande via Internet.

Mais le *cyberterrorisme* ? L'idée est que le pays le plus puissant peut être mis à genoux par des attaques cybernétiques touchant ses systèmes de communication dépendants de l'informatique : financiers, électriques, distribution de l'eau, du gaz et de l'essence. Ce sabotage nouvelle manière pourrait toucher des infrastructures vitales et répandre le chaos dans la finance, la circulation aérienne, l'action de la police ou des services sanitaires... Seul problème : personne n'a jamais rencontré un *cyberterroriste*, sauf à considérer comme tels les internautes qui s'en sont pris aux sites de l'OTAN, de l'*US Army*, de Tsahal ou du Hamas, du gouvernement serbe, indien... Sans grand dommage ni grand écho, d'ailleurs.

Les « avantages » théoriques du cyberterrorisme sont connus : anonymat, action à distance, faible coût, faible risque. Mais il y a des inconvénients. Le premier est la subsidiarité : une telle agression,

pour avoir un impact supérieur à quelques heures de désordre, devrait préparer d'autres initiatives et atteindre simultanément les réseaux vitaux d'un pays. Ce type d'offensives sert plutôt à relayer par un effet de désordre une violence à grande échelle. Il faut donc raisonner sur un scénario de science-fiction : une offensive dont personne ne connaît l'efficacité, dont nul ne sait la valeur de menace ou de dissuasion, ou la possibilité de répétition, ni qui seraient vraiment les victimes. Ce ne sont pas de minces inconvénients pour le terrorisme qui suppose impact psychologique et force démonstrative. Autre limitation : impossible de revendiquer l'attentat, donc risque qu'il soit attribué à un autre. Et, pour le cyberterrorisme d'État, le danger d'être affecté par le désordre, bancaire par exemple, qu'il aurait déclenché.

Le cyberterrorisme pourrait pâtir de son défaut de visibilité, et de son déficit symbolique et spectaculaire. Les cadavres et cratères, plus leur image filmée, ont une valeur contagieuse. Un attentat qui s'en prend à des informations et à des bits numériques agit-il de la même façon et sur l'imaginaire de la victime et sur celui de l'auteur ? Le terrorisme a peut-être aussi besoin de corps pour prendre corps.

La citation de D. E. Denning : « *(le cyberterrorisme est) la convergence du cyberspace et du terrorisme. Le mot recouvre les opérations de piraterie informatique à motivation politique, destinées à provoquer de graves dommages, tels que pertes humaines ou dégâts économiques considérables.* » Georgetown University, 1999.

Le livre : V. Vacca, *Cyberterrorisme et infoguerre*, CEIS, 2004.

DÉSINFORMATION

La désinformation consiste à *propager délibérément des informations fausses pour influencer une opinion et affaiblir un adversaire* :

- « *propager* » sous-entend un caractère public, souvent des médias et des vecteurs : comme la rumeur qui en est parfois le vecteur, la désinformation est faite pour être reprise.
- « *délibérément* » demande au moins chez l'acteur la connaissance de sa finalité, même si les « repreneurs » et propagateurs de l'information peuvent être inconscients ou simplement aveuglés par leurs préjugés idéologiques.
- « *des informations* », ce qui requiert qu'il s'agisse de relations de faits, de descriptions de la réalité, et non de simples jugements moraux ou opinions.
- « *fausses* » implique que ce soit des affirmations contraires à la réalité ou recadrées de façon à en altérer l'interprétation. Il ne saurait s'agir de simple rhétorique ni d'exagération.

Le mensonge ici porte sur la réalité qu'il décrit (un fait faux), sur la personne ou l'appartenance de qui la rapporte (la désinformation prétend émaner de source non partisane) et, enfin, sur le but de son énonciation qui est de produire un dommage et non d'informer. Cela en fait une sorte de mensonge au cube. Cette stratégie agit indirectement contre quelqu'un et par le biais d'un intermédiaire (médias, opinion abusée), d'où un jeu à trois – initiateur, public, victime – qui peut faire appel à de véritables mises en scène ou à la construction d'une pseudo-réalité.

La désinformation est souvent une version politique de la diffamation au sens pénal : le fait d'attribuer faussement à quelqu'un un comportement honteux. Non seulement la désinformation dit rarement du bien de ses victimes, mais elle leur

impute le plus souvent de noirs complots, le plus habile étant parfois d'accuser la victime d'être elle-même désinformatrice et de décrédibiliser tout ce qu'elle dira.

- La désinformation est faite « *pour influencer une opinion* » : imposer une croyance ou des attitudes à un public plutôt qu'une décision à un responsable, même si le premier n'empêche pas le second. Ce public peut être l'opinion adverse, celle des alliés, des neutres ou l'opinion internationale en général ; on peut viser les masses ou des cercles plus restreints. Le premier n'est possible que là où existe un espace public, avec débats et pluralité d'opinions et de connaissances.
- « *Et affaiblir un adversaire* » : la désinformation diminue les capacités offensives de l'Autre, soit en divisant son camp, soit en l'inhibant moralement, en le désorganisant. Toujours négative, elle diffère de l'endoctrinement, dont la finalité est d'obtenir l'adhésion. Plus simplement encore, la désinformation accroît la confusion et le désordre. Elle est le contraire de ce que devrait être l'information au sens étymologique : in-formation, mise en forme.

Internet, en permettant à chacun de devenir éditeur presque sans contrôle et anonymement, a largement favorisé l'éclosion de la désinformation, notamment dans un cadre de guerre économique.

La citation de P. Virilio : « *Faute d'une nécessaire culture de la désinformation, du moins nous faudrait-il suivre le conseil du stoïcien antique recommandant à un ami de ne pas tout rapporter aux yeux et le mettant en garde contre le trop-plein du regard.* » *La machine de vision*, 1988.

Le livre : G. Durandin, *L'information, la désinformation et la réalité*, PUF, 1993.

ONZE SEPTEMBRE

« 11 septembre » (*Nineleven* pour les Américains) est devenu un syntagme figé dont l'usage suggère au moins deux choses. La première est le caractère unique et indicible des attentats. Ils seraient si incommensurables à toute violence antérieure qu'il faudrait les désigner comme « les événements » ou 9/11. D'autre part cela implique que plus rien ne serait pareil après cette violence fondatrice (ou révélatrice). Peut-être davantage que la chute du Mur, celle des Tours ouvrirait donc une époque : le « vrai » XXI^e siècle. Notion que la plupart d'entre nous ont intégrée en parlant le plus naturellement du monde d'un « monde de l'après 11 Septembre » qui aurait démenti toutes les prophéties de la mondialisation heureuse.

L'unicité des attentats ne tient pas tant au nombre « record » des victimes (encore que plusieurs guérillas exotiques fassent plus de 3 000 morts par an sans faire la première page des journaux), ni à son caractère de première (encore qu'il y ait eu auparavant d'autres attentats sur le territoire US). Elle reflète la nature symbolique de l'acte : l'humiliation de l'hyperpuissance que n'accompagnait aucune revendication et qui recherchait un effet d'effroi spectaculaire maximal. Après le 11 Septembre, les USA déclarent à la fois leur volonté de mener une « guerre globale au terrorisme » qui pourrait durer plus d'une génération et de « reconfigurer » le Moyen-Orient en y propageant la démocratie. Cela signifie que la guerre ne doit plus servir à faire céder la volonté politique d'un adversaire (par exemple en écrasant un État ennemi pour qu'il se rende) mais à vaincre une croyance, en éradiquant les racines planétaires de la haine des USA et de leurs valeurs. De ce point de vue, ne serait-ce que par la révolution intellectuelle qu'il a provoquée à Washington, le

11 Septembre a produit des effets symboliques immenses et par la signification qui lui est accordée des deux côtés, et par les changements stratégiques qui s'en sont ensuivis.

La seule question qui vaille est de savoir combien peut perdurer une telle croyance et quelles en seront les conséquences durables. La force symbolique du 9/11 est-elle celle d'un traumatisme qui s'usera avec le temps ou implique-t-elle un changement des règles de la conflictualité (fin de la guerre classique, développement d'une guerre globale permanente entre partisans de la globalisation et perturbateurs sans territoire : terroristes, criminels...) ?

En faveur de cette hypothèse le fait que cette guerre ressemble à une prophétie auto-réalisatrice : plus la stratégie américaine tente d'éliminer l'ennemi unique, et d'effacer le 9/11, plus elle fait monter l'antiaméricanisme, plus elle suscite – comme en Irak – ses ennemis et favorise la prolifération du terroriste. En sens inverse, on peut arguer qu'aucune mythologie politique ne peut résister durablement à l'usure des volontés, aux résistances de la réalité et aux pesanteurs des intérêts géostratégiques. Réponse ? Rendez-vous pour le dixième anniversaire du 11 septembre.

La citation de E. Gans : « *De la même façon que l'Holocauste a inauguré l'ère postmoderne en faisant du ressentiment victimaire le critère principal de tout changement politique, le 11 septembre y a mis brutalement fin...* » *Chronicles of love and resentment*, 20 octobre 2001.

Le livre : J. Derrida et J. Habermas, *Le concept de 11 Septembre*, Galilée, 2004.

PROPAGANDE PAR LE FAIT (TERRORISME)

Le terrorisme se caractérise suivant la formule souvent répétée de Raymond Aron par la recherche d'effets psychologiques supérieurs à ses effets physiques. Un terrorisme sans violence serait du bavardage ; à l'inverse le terrorisme ne peut se réduire à sa puissance de destruction. Pour lui, le ravage fait message et le théâtre des opérations devient un théâtre tout court. Quand le résultat militaire de la violence importe plus à ses auteurs que sa signification symbolique, il faut parler guérilla, émeute ou guerre de partisans, mais pas terrorisme. Autre différence, le terroriste théorise. Quand il tue un homme, il veut tuer une idée et en proclamer une nouvelle. Ceci vaut depuis la « propagande par le fait » anarchiste de la Belle Époque jusqu'à la Terreur d'anathème et de prédication que pratiquent les jihadistes.

Le terroriste considère les médias comme des armes :

- directement d'abord, il peut tenter d'employer Internet et l'ordinateur comme moyens de sabotage dirigé contre nos sociétés qui reposent sur l'information. C'est ce que l'on nomme « cyberterrorisme », pour l'instant plus dangereux en théorie que réellement expérimenté.
- indirectement surtout, le terroriste tente de retourner les médias de l'adversaire contre lui. Il les utilise pour faire peur (répandre la terreur) mais aussi pour faire écho (voire pour se faire une sinistre publicité), pour exercer une contrainte, pour recruter de futurs disciples... Même et surtout le choix de la victime a un sens : il obéit à la logique de la représentation et du symbole.

Outre le sentiment contagieux de peur et la contrainte qu'il veut exercer sur les autorités et la population, un attentat « signifie » au moins trois choses :

- au nom de qui on frappe et quel acteur historique (le prolétariat, le peuple, les opprimés, l'Oumma...) représente l'acteur terroriste ;
- quel changement historique il annonce (la vengeance est proche, la révolution est en marche...) et quel camp il veut rassembler ;
- qui il frappe et qui il abaisse par là. La victime et ce qu'elle représente – comme l'État – sont censés être affaiblis, humiliés (ils peuvent éprouver de la peur) mais aussi démasqués (le pouvoir honni est plus vulnérable et plus oppressif qu'il ne semblait).

Face à cette triple « révélation », le contre-terroriste recourt depuis toujours à la lutte idéologique, voire à l'interdit, au motif qu'il ne faut pas « offrir de tribunes au terroriste ». Surtout il pratique la dénonciation : il rabaisse ce que l'acte terroriste a voulu élever à hauteur des grands principes (nation, lutte finale, volonté de Dieu...).

Cette situation se complique quand le terroriste n'est plus obligé d'employer les médias qu'il considère comme appartenant à l'adversaire mais s'exprime directement, sur Internet par exemple, ou encore trouve des médias sinon sympathisants du moins prêts à retransmettre ses messages (cf. les fameuses « cassettes de ben Laden » diffusées par al Jazira).

La citation de Dostoïevsky Chigaliov à Piotr Stépanovitch : « *Le vaste réseau qui couvre la Russie entière et dont notre groupe forme l'une des mailles. Chacun de ces groupes, tout en faisant des prosélytes et en se ramifiant à l'infini, doit par une propagande systématique saper le pouvoir des autorités locales, répandre le trouble dans les campagnes, provoquer des scandales, pousser au cynisme et à l'incrédulité, susciter le désir d'un sort meilleur et, enfin avoir recours aux incendies comme à un moyen éminemment populaire pour plonger le moment venu le pays dans le désespoir.* » *Les Démons (ou les Possédés)*, 1886.

Le livre : *La scène terroriste, Cahiers de médiologie*, n° 13, 2002.

VULNÉRABILITÉS TECHNOLOGIQUES

La définition même de la technologie implique d'accomplir des performances supérieures : plus, plus loin, plus vite, plus longtemps, plus complexe... et/ou à moindre coût en temps, en hommes, en énergie. Toute technique est source à la fois de liberté et de dépendance donc de risque. Ceci est particulièrement vrai pour les technologies de la mémoire, de l'intelligence et de la communication qui prolongent notre cerveau. Ainsi, pour ne prendre que deux caractéristiques des TIC :

- le *numérique*, en tant que code ultime permettant de réduire les données de tous ordres en séries de 0 et de 1 possède des vertus que l'on célèbre à l'envi. Possibilités de stockage, duplication parfaite, faible coût de multiplication, allègement du transport, possibilités d'interactivité, d'hypertextualité, de connectivité, capacité de modifier l'information perpétuellement et en ses moindres détails... Ce qui implique autant de possibilités négatives : des connaissances rassemblées sous forme de bits électroniques sont plus fragiles, des faux ou des doubles parfaits deviennent possibles, une ligne de codes sur des millions dans un logiciel peut dissimuler une faiblesse ou une « trappe », etc.
- les *réseaux*, mode cardinal d'organisation contemporain ne sont pas moins ambigus. Un regard sur leur forme réticulaire montre que le réseau est difficile à interrompre (Arpanet, ancêtre d'Internet, n'avait pas d'autre raison d'exister que de résister à des tentatives d'interruption du système de communication militaire US). En revanche le réseau semble a priori facile à contaminer : ce qui y entre une fois tendra à y demeurer ou à y proliférer. Le réseau est par excellence le domaine de la contagion, du

dérèglement épidémique aux origines incertaines et à la propagation incontrôlable. Le conflit obéira donc à des règles différentes, selon que l'on lutte pour le réseau (pour le préserver en bon état de marche), contre le réseau (pour le perturber) ou sur le réseau (pour infliger un dommage à un autre acteur).

D'où plusieurs cycles :

- plus la richesse repose sur le monopole d'informations rares – des inventions performantes, des documents confidentiels, ou simplement des bases de données représentant un travail important de sélection que ce soit pour un usage militaire, commercial – ;
- plus les systèmes d'information sont interdépendants et confient leurs mémoires à des supports invisibles, plus les institutions fonctionnent à l'image de marque, à la séduction ;
- plus ces institutions se réclament des valeurs de transparence et d'éthique (entreprises politiquement, médiatiquement, écologiquement, socialement correctes, prônant le zéro risque, le principe de précaution par exemple) ;
- plus elles sont soumises au risque informationnel : vol d'information, altération des systèmes d'information, risque « de réputation ».

La citation de P. Lévy : « *La vision d'un monde interconnecté ne conduit pas nécessairement à l'irénisme mais plutôt à une nouvelle appréhension des conflits. La suprématie militaire, la puissance économique, le rayonnement culturel sont directement corrélés à la capacité de contrôler les flux d'informations, de connaissances, d'argent et de marchandises.* » *World culture*, 1999.

Le livre : P. Virilio, *La bombe informatique*, Galilée, 1998.